



Communiqué de presse

54 milliards de raisons de faire grève le 29 septembre

Les projets de budget 2027 s'annoncent encore plus catastrophiques qu'envisagé. Pendant des semaines, Sébastien Lecornu et ses ministres ont alimenté le petit jeu des ballons d'essais budgétaires pour tester les réactions de l'opinion publique à différentes mesures d'économies. Une façon de préparer le terrain à un budget d'austérité, et une stratégie sans nul doute teintée d'arrière-pensées politiciennes pour passer le cap du vote des budgets de l'État et de la Sécurité Sociale.

Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, évoquait 30 milliards d'économies. Le premier ministre a confirmé que la potion serait encore plus amère : les projets de budgets 2027 visent un objectif de 54 milliards d'économies ! Encore une fois, le pouvoir macroniste fait le choix de compresser les dépenses publiques et sociales plutôt que d'augmenter les recettes. Selon le premier ministre le « budget de l'Etat sera gelé en valeur l'an prochain » mais la Défense devrait tirer son épingle du jeu et son budget augmenter encore, vers un quasi doublement en 10 ans. Les grand·es perdant·es de ces projets de budgets : les agent·es, les retraité·es, les personnes malades ou accidenté·es, les collectivités territoriales et de manière générale les services publics, et donc l'ensemble de la population, puisque les services publics sont des leviers de redistribution et de cohésion sociale. Parce qu'elles sont majoritaires dans la fonction publique et qu'elles sont les premières usagères des services publics, les femmes seront encore plus durement impactées.

Dans la lignée du dogme de la politique de l'offre, un échec pourtant avéré, les grandes entreprises recevraient des cadeaux fiscaux supplémentaires. Chaque année, plusieurs centaines de milliards d'euros échappent aux budgets de l'État et de la Sécurité sociale. La FSU dénonce l'entêtement du gouvernement à refuser de mettre à contribution de manière significative les plus riches et ainsi d'utiliser l'impôt comme outil de la redistribution et de justice fiscale, sociale et écologique, alors que le taux de pauvreté est le plus élevé de ces 15 dernières années, que le dérèglement climatique fait des ravages, et que

la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants comme pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes nécessiterait des moyens massifs à tous les niveaux. La sécession fiscale des ultra riches ne peut qu'aggraver les fractures de la société et nourrir la colère sociale.

La FSU dénonce avec force le nouveau gel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires avec lequel Emmanuel Macron a manifestement un problème : aucune augmentation du point d'indice pendant son premier quinquennat, un maigre dégel en 2022 et 2023 imposé par le choc de la crise inflationniste de la guerre en Ukraine et puis plus rien. Il est le responsable de la paupérisation grandissante de ces femmes et de ces hommes qui tiennent pourtant des services publics exsangues à bout de bras. Ces derniers mois ont confirmé qu'en temps de crise, comme les récentes canicules, elles et ils incarnent concrètement l'intérêt général. L'ensemble des personnels du service public de santé, de l'éducation, du travail, de la territoriale et de la sécurité civile sont au service de la population. Le gouvernement continue sa stratégie cynique qui consiste à multiplier les remerciements aux agent·es de la fonction publique, escomptant ainsi la poursuite de leur engagement, sans jamais faire un geste pour leurs rémunérations et leurs conditions de travail. Cette nouvelle provocation ne peut donc rester sans réponse. De plus, elle s'ajoute aux 6 milliards d'économies envisagées sur le dos des retraité·es, diminuant d'autant leur pouvoir d'achat. Une coupe claire qui serait une profonde remise en cause du contrat social sur les pensions qui ne doivent pas perdre de valeur au cours du temps.

La FSU appelle les agent·es à se mettre massivement en grève à l'appel de toutes les organisations syndicales de la Fonction publique le 29 septembre. D'autres choix budgétaires et fiscaux sont possibles. Nos revendications salariales sont finançables : la seule taxe Zucman pourrait par exemple rapporter 20 milliards d'euros ce qui permettrait d'augmenter la valeur du point d'indice de 10 %.

Une grève massive à quelques jours du début du débat budgétaire enverra un signal fort au gouvernement et permettra d'envisager d'ancrer la mobilisation dans la durée.

Bagnolet, le 23 septembre 2026

